

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

DEPARTEMENT DE L' AISNE

LESCHELLE

## DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

### REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Acheteur	COMMUNE DE LESCHELLE
Maître d'œuvre	COMMUNE DE LESCHELLE
Objet du marché	Aménagement de la place du village
Opération n°	2025-001

Marché passé en procédure adaptée  
en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## 1- OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne :

«Aménagement de la place du village»

Le lieu d'exécution des prestations citées ci-dessous se situe à LESCHELLE (02170)°.

## 2- CONDITION DE LA CONSULTATION

### 1- Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles R2123-1 et L2123-1 du code de la commande publique.

**Date et heure limites de réception** : se référer à l'Avis d'Appel Public à la Concurrence

**Adresse URL du profil acheteur** : se référer à l'Avis d'Appel Public à la Concurrence

### 2- Décomposition en tranches et en lots

L'opération de travaux n'est pas allotie.

Les travaux ne sont pas susceptibles par leur nature et compte tenu de l'objet du marché, de faire l'objet de lots différents.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 3- Nature de l'attributaire

En vertu de l'article R.2142-22 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, après attribution du marché au titulaire retenu, la (les) forme(s) des contractants est (sont) la (les) suivante(s) :

Type des contractants exigés
Entreprise ou entreprise générale
Groupeement solidaire ou conjoint

### 4- Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes ne seront pas autorisées.

### 5- Délai de réalisation

Le délai d'exécution sera indiqué par le candidat au 3-2 Période de réalisation de l'acte d'engagement dans les limites des délais minimum et maximum fixés dans le tableau 5-ATTRIBUTION DU MARCHE - 2-Délai d'exécution pour 20 points du présent règlement de consultation.

### 6- Modification du dossier de consultation des entreprises

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 7- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## 3- ASSURANCES

Il est **souhaité** que les candidats joignent au dossier des pièces administratives justifiant qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1382 et suivants, 1792 et suivants, 2270 et suivants du Code Civil.

## 4- PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Le dossier de consultation est déposé sur le Profil acheteur accessible par l'adresse URL indiquée dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence.

La candidature et l'offre du candidat seront obligatoirement déposées sur ce Profil acheteur.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

### 4-1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué de :

- le présent règlement de consultation (RC)
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes
- l'Acte d'Engagement (AE)
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- le Détail Estimatif (DE)

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'Acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

### 4-2 Composition de la candidature et de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

#### Dossier administratif de candidature :

Les offres doivent être rédigées en langue française.

Les candidats devront fournir les documents administratifs ci-après :

➤ DC1 - Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants, dûment complétée, (imprimé disponible à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>) ;

➤ DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (imprimé disponible à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>) ;

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Ce document sera complété notamment au niveau :

- du chiffre d'affaires des trois derniers exercices (cadre F1 du formulaire) permettant de juger les capacités économiques et financières ;
- de tout document permettant de vérifier les capacités techniques et professionnelles tel que (liste non exhaustive) :
  - liste de références de moins de 5 ans, chiffrées ;
  - liste du matériel professionnel de l'entreprise ;
  - organigramme, nombre de salariés par catégorie ;
  - .....

Si un candidat s'appuie sur les capacités d'autre(s) opérateur(s) économique(s), il en justifie les capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

## Dossier de l'offre :

### a- Un projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement (AE) cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des opérateur(s) économique (s) ;
- en cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre les renseignements exigés à l'article R2193-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) à compléter ;
- le Détail Estimatif (DE) à compléter.

### b- Les documents explicatifs

- néant

## 4-3 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

- 1/ L'attestation de régularité fiscale délivrée par l'administration compétente ;
- 2/ L'attestation de vigilance URSSAF (attestation de régularité sociale) de moins de 6 mois ;
- 3/ Un extrait de l'inscription au registre (Extrait K, Extrait Kbis, Extrait D1)
- 4/ La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail que le candidat emploie,
- 5/ La délégation de pouvoir du signataire si celui-ci n'apparaît pas sur le registre cité ci –avant.
- 6/ l'assurance garantissant la responsabilité civile entreprise ;
- 7/ Pour les entreprises en redressement judiciaire, copie du ou des jugements du Tribunal
- 8/ Pour les entreprises affiliées à une caisse de congés payés, l'attestation de congés payés
- 9/ et le cas échéant, l'attestation d'assurance décennale
- 10/ en cas de groupement, un document d'habilitation par les autres membres du groupement précisant les conditions de cette habilitation.
- 11/ une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2341-1 à 2341-4 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

## 5- ATTRIBUTION DU MARCHE

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

Le jugement des offres se fera selon les critères ci-dessous, retenus parmi ceux de l'article R.2152-7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### Critères de jugement :

#### a) Candidatures

- capacité économique et financière
- capacités techniques et professionnelles

#### b) Offres

La note finale sera exprimée sur 100 points

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées, les offres inappropriées seront éliminées.

Les offres seront classées conformément aux critères ci-dessous :

##### 1- Prix des travaux pour 80 points

Le nombre de points sera attribué par application de la formule suivante (arrondi au dixième) :

$$((P_{\max}-P)/(P_{\max}-P_{\min})) \times 80$$

P = offre considérée

P<sub>max</sub> = offre la plus élevée

P<sub>min</sub> = offre la moins élevée

##### 2- Délai d'exécution pour 20 points

Le nombre de points sera attribué en fonction du tableau suivant :

Délais		Points
Maximum	6 semaines	5 pts
Intermédiaire	4 à 5 semaines	10 pts
Minimum	3 semaines	20 pts

Sur la base des critères énoncés ci-dessus, le représentant de l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité de points, l'offre la moins élevée sera classée en premier.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations demandés, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le représentant de l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le représentant de l'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## 6- CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres offres sont rejetées sans être ouvertes.

L'offre sera obligatoirement transmise par voie électronique à partir du portail désigné dans le présent règlement de consultation.

Elle devra être déposée avant la date du délai de rigueur de réception des plis.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées seront rejetés.

**Les offres sous format papier, envoyées par voie postale ou déposées physiquement ne seront ni ouvertes, ni analysées.**

## 7- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande par voie électronique à partir du portail désigné dans le présent règlement de consultation.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats identifiés ayant téléchargé le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Le candidat désirant se rendre sur le site devra s'adresser à la mairie de LESCHELLE.

## 8- EGALITE HOMME - FEMME

Il est rappelé aux candidats que l'article L2141-4 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique exclut de la procédure de passation des marchés publics les personnes qui :

- ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du Code du Travail (condamnation pour des faits de discrimination liés au sexe)
- au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du Code du Travail (obligation de négociation sur l'égalité professionnelle qui s'impose aux entreprises de plus de 50 salariés).

Le Maire de la commune

De LESCHELLE.

